

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 Esserts-Blay

Références : [20240229-RAP-Inspection-AXIA_EB.odt](#)
Code AIOT : 0006104343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay. L'inspection a été annoncée le 29/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 Esserts-Blay
- Code AIOT : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 4 février 2003, la société AXIA (établissements POUGET) a été autorisée à exploiter sur les communes d'Esserts-Blay et de La Bâthie un centre de tri, transit et regroupement de déchets.

L'exploitant a par la suite mis fin aux activités exercées sur la commune de La Bâthie.

Un arrêté préfectoral du 1er octobre 2015 a actualisé les prescriptions applicables aux activités, exercées sur les seules parcelles localisées sur la commune d'Esserts-Blay.

Par ailleurs, la société AXIA Pouget dispose de l'agrément n° PR7300016D d'exploitant d'un centre VHU par arrêté préfectoral complémentaire du 14 janvier 2013 et de l'agrément n° PR7300016B pour l'activité de broyage de VHU délivré par arrêté préfectoral complémentaire du 1er octobre 2015.

De plus, l'arrêté préfectoral du 18 août 2022 impose des prescriptions complémentaires aux activités de la société Axia Pouget.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets dangereux - bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1 - 7.1.5 et 1.3.1	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société AXIA présente une non-conformité relative à la présence de déchets dangereux - des bouteilles de gaz - dans 2 bennes. Un arrêté de mise en demeure avait été pris le 3 août 2022 à ce sujet afin de procéder au retrait de 3 bennes déjà. Nous demandons à nouveau à l'exploitant, sur les mêmes motivations qu'auparavant et ce sous un délai de 3 mois, de faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les 2 bennes de bouteilles de gaz constatées lors de la visite du 29 février 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets dangereux - bouteilles de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 7.1.1 - 7.1.5 et 1.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets dangereux - bouteilles de gaz
Prescription contrôlée : Les déchets non conformes sont retirés du lot réceptionné dès leur détection. Ces déchets, ou le cas échéant le chargement entier, sont retournés à leur producteur ou dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets qui ne respectent pas les critères d'admission.
Constats : 2 bennes partiellement remplies de bouteilles de différents format étaient présentes sur le site, soit environ 60 m ³ en tout. Les bennes contiennent à la fois des bouteilles de gaz possédant une tête et donc potentiellement du gaz résiduel ; et à la fois des bouteilles clairement vides (sans tête et/ou ouvertes). Seulement, ces deux types de bouteilles sont mélangés et l'exploitant n'est pas en mesure de signifier la proportion de bouteilles vides ou encore potentiellement pleines. Ces déchets ne sont pas autorisés sur le site en tant que flux spécifique de déchets réceptionnés pour le tri transit regroupement. L'exploitant indique qu'il s'agit de déchets dits historiques et que ce sont les déchets retirés des bennes de déchets non dangereux collectées en déchetteries et regroupés en bennes sur le site. Précisons qu'un mois plus tôt lors d'une visite d'inspection, l'exploitant nous avait montré la localisation d'une benne mise-à-disposition pour collecter les bouteilles de gaz et autres déchets dangereux de ce type dans le cadre de refus de tri. L'exploitant n'avait cependant pas fait état de la présence des 2 bennes constatées ce jour lors de l'inspection. Par ailleurs, l'exploitant a expressément indiqué qu'il ne traitait aucune bouteille de gaz sur son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire évacuer, vers les installations appropriées et conformes à la réglementation, les 2 bennes de bouteilles de gaz constatées lors de la visite d'inspection du 29 février 2024. L'exploitant communiquera les justificatifs de ces opérations à la DREAL sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 3 mois

Annexe Planche photographique

